

Compte tenu de ces considérations théoriques, la sécurité humaine peut être définie comme le constat d'un sentiment général d'insécurité dans le monde, de nouvelles menaces pesant sur les individus et surtout comme un changement de paradigme qui reconnaît la nécessité de dépasser la sécurité nationale pour inclure la sécurité de toutes les personnes par l'engagement de l'État, de la société civile et, le cas échéant, par l'action de la communauté internationale.

**Mark Dickerson**, de l'Université de Calgary, s'intéresse au problème de l'insécurité liée à la mondialisation et examine les défis que la politique étrangère canadienne devra relever dans les Amériques. Il souligne que même si les efforts de démocratisation déployés par l'Occident à l'étranger s'exposent aux critiques de néocolonialisme, les valeurs de liberté, de responsabilité et de primauté du droit sont plus largement partagées qu'un observateur occidental pourrait le penser. C'est pourquoi la relation entre une économie prospère et un gouvernement démocratique n'est pas aussi complexe qu'il y paraît et il existe un espace où des initiatives de démocratisation venant de l'extérieur (objectives) peuvent se déployer.

**Maureen Wilson** de FOCAL évoque les répercussions négatives de la mondialisation sur la capacité des États à traiter des problèmes socio-économiques tels que les disparités croissantes entre les pays et en leur sein même. Elle met en lumière la résurgence d'organisations religieuses, de protection de l'environnement, de lutte contre la pauvreté et autres qui remplissent le vide laissé par le désengagement de l'État. Elle rappelle l'importance de reconnaître le rôle clé joué par ces organisations dans la région et la nécessité de les soutenir.

**Liss Jeffrey** du Programme McLuhan indique combien il importe de tenir compte des nouveaux médias dans les discussions sur la société civile en Amérique latine. La confrontation de la technologie de pointe avec les habitants sans ressources et souvent analphabètes des régions pauvres d'Amérique latine pose le même problème qu'au Canada et que dans le reste du monde. Ce serait manquer de perspicacité que de nier l'importance de la technologie numérique dans le monde moderne, même pour ceux qui sont marginalisés. Le Canada pourrait considérer les nouvelles technologies comme un moyen de bâtir une société informée capable de participer de manière active et pertinente au processus démocratique, y compris d'élaborer la politique étrangère.